



Numérique, IA et info régionale sauveront les médias

page 9



SOMMAIRE

- | | |
|--------------------------------------|--|
| 02 presse écrite | 08 commission éthique |
| 03 éditorial | 10 contre les «poursuites baïllons» |
| 04 pv de l'assemblée générale | 11 soutien étatique |
| 06 rapport du président | 12 admissions, démissions, décès... |

Saint-Paul réunit ses quatre médias sous un même toit

Cette étape fait date dans l'histoire d'un groupe de presse fribourgeois plus que centenaire. Le Groupe Saint-Paul, éditeur de *La Liberté* a réuni tous ses titres au sein d'une même société. Concrètement, depuis le 1^{er} juillet, *La Liberté*, *La Gruyère*, *La Broye Hebdo* et *Le Messenger* sont regroupés au sein de St-Paul Médias SA. L'opération résulte d'une fusion des trois sociétés qui éditaient les différents titres.

Dans un communiqué, le groupe précise: «Ce regroupement répond en premier lieu à la volonté d'optimiser les synergies entre les médias du Groupe Saint-Paul et de nouer des collaborations éditoriales entre eux. Chaque titre conserve son indépendance rédactionnelle, son positionnement et ses valeurs. Les quatre médias gardent par ailleurs leur rédaction en chef et des locaux distincts.» En plus des quatre titres du groupe, la nouvelle société regroupe les équipes marketing et communication en charge des marchés lecteurs et publicitaire. Soit un total de 190 collaborateurs.

Investissements prévus

L'union des forces doit permettre de développer des projets communs. Le groupe annonce des investissements de 1,6 million de francs dans le développement d'un nouveau système éditorial. «La raison principale de cette fusion résulte de l'évolution numérique des médias. Nous devons développer des outils et des processus très chers sans revenus additionnels, puisque les recettes publicitaires tendent à diminuer. Cette fusion permet de mutualiser les coûts de développement pour la diffusion sur des supports numériques», relève Martial Pasquier, président du conseil d'administration du Groupe Saint-Paul.

Si les titres s'échangent déjà certains articles depuis quelques mois, ils disposent depuis le 1^{er} juillet d'une rédaction numérique commune. Composée de 11 personnes (8,4 emplois équivalents plein-temps), elle est pilotée par *La Liberté*, mais comprend également des collaborateurs dans les rédactions de *La Gruyère* et de *La Broye Hebdo*. Sa mission: alimenter un fil d'informations régionales en continu sur les supports numériques des quatre médias.

En parallèle, un nouveau système éditorial a été développé au sein du département informatique du groupe. Depuis la fin août, l'outil est utilisé par *La Liberté* et permet la diffusion des articles d'abord sur internet (web first, dans le jargon). Enfin, les quatre titres disposent de nouveaux supports numériques (sites internet et applications) dès le début de l'année 2024. «Le renouvellement se fera de manière échelonnée», précise Serge Gumy, directeur de St-Paul Médias SA.

Le contexte est tendu pour les médias suisses. Le Groupe Saint-Paul voit ses recettes publicitaires diminuer. De 16,1 millions de francs en 2019, on est passé à 13,9 millions de francs en 2022, le Covid ayant accéléré la décrue. En 2030, ce poste ne rapportera plus que 10,7 millions de francs, selon des projections présentées en septembre 2021. «En comparaison nationale, nos médias s'en tirent mieux que bien d'autres acteurs. Nos résultats financiers restent positifs. Nous ne nous trouvons pas dans une situation qui nécessite des mesures urgentes. Par contre, il y a une



urgence à conquérir un lectorat numérique, un domaine dans lequel nous avons un train de retard», expose Martial Pasquier.

La montée en puissance sur les supports numériques doit générer de nouveaux revenus, aussi bien au niveau des abonnements que dans le domaine publicitaire. «Les investissements consentis doivent permettre de nous doter de moyens pour compenser ce que nous perdons sur le marché traditionnel. Par exemple, *La Liberté* en version papier connaît une érosion lente et régulière. Le marché est compliqué, mais nous sommes ambitieux. Le groupe a foi dans ses activités de médias. Il croit à une information régionale de qualité, payante et capable de trouver de nouveaux publics», relève Serge Gumy.

Les Sœurs majoritaires

Le Groupe Saint-Paul assure que le développement des canaux numériques ne se fera pas au détriment des éditions papier de ses titres. L'abandon des tirages papier n'est pas à l'ordre du jour. Il n'est pas non plus question de réduire le nombre de titres. «Aujourd'hui, c'est une utopie de penser que les journaux puissent vivre sans le papier. Une part importante du lectorat y tient», analyse Martial Pasquier.

Éditeur historique de *La Liberté*, le Groupe Saint-Paul avait acquis *La Gruyère* et *Le Messenger* dans les années 1970. *La Broye Hebdo* a été achetée en 2015. Après la fusion, l'Œuvre des Sœurs de Saint-Paul reste l'actionnaire majoritaire de St-Paul Médias SA. Présente dans le capital-actions de *La Liberté* depuis 2015, la société Sofripa (détenue à parts égales par la Banque cantonale de Fribourg et Groupe E) devient actionnaire minoritaire de St-Paul Médias SA.

«Les Sœurs sont prêtes à vendre une part du capital sous réserve que les nouveaux actionnaires poursuivent les valeurs des titres, que le centre de décision reste fribourgeois et que l'indépendance du groupe soit garantie. Toutefois, les Sœurs et Sofripa ont émis le souhait de conserver ensemble la majorité de 66% des parts», informe Martial Pasquier, en indiquant qu'il n'y a pas de contact en cours avec de potentiels investisseurs.

Un soutien politique est également espéré, malgré le rejet en 2022 du train de mesures fédéral en faveur des médias (le projet avait été accepté dans le canton de Fribourg). Deux tables rondes ont été organisées par le conseiller d'État Olivier Curty avec les représentants des médias fribourgeois (le Groupe Saint-Paul, les *Freiburger Nachrichten*, *RadioFr* et *La Télé*). «En début d'année, nous avons transmis un catalogue de mesures concrètes. C'est au Conseil d'État de statuer sur le document que nous avons produit», note Serge Gumy.

Thibaud Guisan - La liberté

La spirale dégressive aura-t-elle une fin?

Les annonces se suivent et se ressemblent. Les licenciements dans TX Group cet automne touchent un dixième de l'effectif des rédactions. Objectif national: 6 millions de francs d'économies, répartis à raison de 2,5 millions en Suisse alémanique, 3,5 en Suisse romande. Inutile de dire que les premières réactions ont été marquées par la consternation. Ces quelques millions s'ajoutent à quelques dizaines d'autres que le groupe a déjà rabetés dans son plan. L'expression «descente aux enfers» a été utilisée. Toute la question va être: jusqu'où? Les mesures qui touchent directement les effectifs montrent que le potentiel d'économies dans d'autres secteurs a déjà été identifié et réalisé.

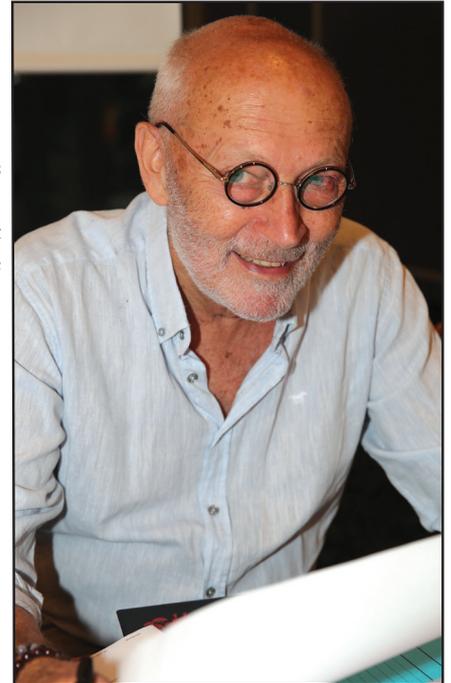
Dans ces circonstances, la pire des solutions n'en est pas moins la seule. Une fois la rationalisation poussée aussi loin que possible, les dispositions d'économie affectent le plus gros centre de charges: les salaires. Les rédactions ont déjà été regroupées là où c'était envisageable, les rubriques communes à 24 Heures et la Tribune de Genève sont depuis belle lurette un état de fait. La pagination diminue, les choix éditoriaux s'adaptent. Seule embellie possible: que les revenus augmentent. Or, côté abonnés, ce n'est pas la joie non plus. Lectorat vieillissant et intérêt mitigé, pour ne pas dire inexistant, des jeunes générations affectent ces recettes. La publicité a depuis longtemps cédé aux sirènes du numérique. Immobilier, voitures, objets d'occasion, collections, tout ce qui passait par les petites annonces se dévoile désormais sur le web. Les annonces institutionnelles se font rares. Les grands distributeurs utilisent encore les journaux, malgré le fait qu'ils inondent les boîtes à lettres de leurs propres publications, avec partie rédactionnelle, ou sous forme de prospectus. Y aura-t-il un sursaut, à l'image de l'enseigne Leclerc, en France, qui renonce à tous les imprimés distribués? Dans ce cas, puisque les journaux pénètrent dans les ménages, les informations sur les actions et les produits y seront utiles et efficaces. Cette décision sera-t-elle suivie dans notre pays? C'est l'incertitude. Devant la baisse globale des rentrées publicitaires et des abonnements, l'adaptation est une fatalité.

Reste qu'un journal n'est pas une marchandise comme les autres. Il véhicule de l'information, la plus intéressante pour le public étant locale. S'il dis-

paraît, les publications numériques, Facebook, Instagram, YouTube et autres ne sauraient le remplacer. À moins que des inventeurs malins, peut-être issus des rédactions amaigrées, ne découvrent des solutions élégantes et attractives pour faire de l'info locale de cette manière.

Leur défi sera comparable à celui des éditeurs: comment financer cette information? Si tout reste à inventer, la première étape consiste à trouver des formules suffisamment attirantes pour avoir un caractère indispensable et inciter à acheter. Un abonnement, une édition, un article. Pour le moment, ce n'est pas encore entré dans les habitudes. Ce qu'il y a de consternant dans cette déliquescence des médias imprimés, c'est que leurs éditeurs (les grands) ont largement acquis les plateformes numériques où ont migré les petites annonces. Serait-ce que ces revenus ne sont pas destinés à financer la partie «print», qui doit se débrouiller seule? Ou que les chiffres d'affaires ne représentent qu'une fraction de ce qu'ils étaient quand les journaux étaient un véhicule privilégié. Lorsqu'il n'y aura plus même un quotidien par canton, quel intérêt la presse écrite aura-t-elle? Les aides étatiques seront-elles le remède, ou aggraveront-elles le mal? En consultation, des voix en colère ont déjà fustigé les choix politiques qui excluent des médias pourtant appréciés, ce qui laisse peu de chances à un système équilibré et équitable quant à la pluralité des opinions. Une affaire (triste) à suivre de près.

Gil Egger, président



EN BREF

La Torche

A l'arrêt pendant 100 jours

Le journal satirique sur application *La Torche* n'est plus disponible depuis le 1^{er} septembre, faute de moyens. Le média né en 2017 dans le Jura est à l'arrêt pendant 100 jours, indiquent ses membres.

«Le nombre d'abonnements payants actuels ne permet plus d'assurer, à court et moyen terme, la survie de notre média satirique numérique dans des conditions acceptables», écrivent-ils dans un communiqué. Près de 400 abonnements étaient en cours au 31 août 2023. Le média se donne 100 jours pour trouver 2000 promesses d'abonnements via une campagne sur son site et son application. «Si ce chiffre est

atteint, alors *La Torche* non seulement offrira de meilleures conditions salariales, mais aussi engagera de nouvelles plumes et artistes», est-il précisé.

Si *La Torche* devait s'éteindre dans 100 jours, tous les abonnements en cours seraient remboursés. Ils seront prolongés de 100 jours en cas de poursuite.

ATS



Procès-verbal de la 53^e assemblée

La 53^e assemblée générale statutaire de ch-media a eu lieu le vendredi 9 juin 2023 à l'Hôtel Alpha-Palmiers à Lausanne.

Le président Gil Egger ouvre la 53^e Assemblée générale statutaire de **ch-media** à 18h30, en saluant chacun et propose l'ordre du jour suivant:

1. Accueil - liste de présences
2. Adoption du PV de l'assemblée du 17.06.2022
(publié dans notre journal «automne 2022»)
3. Rapport du président
4. Rapport de l'administrateur
5. Rapport du caissier, comptes 2022
6. Rapport des vérificateurs des comptes
7. Rapport des commissions
8. Discussion et approbation des rapports
9. Présentation des nouveaux membres de ch-media
10. Propositions individuelles et divers

L'ordre du jour est accepté sans modification



Le secrétaire général Francesco Di Franco

1. Accueil – liste de présences

Après les souhaits de bienvenue du président Gil Egger, le secrétaire indique que 27 personnes ont signé la liste de présences, dont 20 RP (inscrits au registre professionnel de **ch-media**) et 1 stagiaire (candidat au RP). 193 membres se sont excusés.

2. Adoption du PV de l'assemblée du 17.06.2022

Le procès-verbal de l'assemblée générale statutaire du 17 juin 2022 publié dans notre journal, édition «automne 2022» a été adopté sans modification et avec remerciements à son auteur.

3. Rapport du président

Le président donne lecture du rapport du secrétaire qui fait mention de l'effectif détaillé des membres au 31 mai 2023:

- Membres inscrits au registre professionnel: 290
- Membres non-inscrits au registre professionnel: 112
- Membres stagiaires: 13
- Membres associés passifs: 19
- **Décès:** - M. Gérard Dethiollaz, Thôney, NRP (juillet 2022), membre depuis 1996.
-

Au total ce sont 433 membres dont 29 de langue alémanique, 60 italienne et 344 française.

De juillet 2022 à fin mai 2023, le Comité – sur la base des recommandations de la Commission des candidatures – a ratifié 8 admissions, 16 transferts de catégorie, 13 démissions et 11 radiations.



Le président Gil Egger

3. Rapport du président

Un résumé du rapport prononcé par le président Gil Egger est publié en page 6.

4. Rapport de l'administrateur

L'administrateur M^e Paul-Arthur Treyvaud étant hospitalisé, c'est Jean-Hugues Schulé qui transmet quelques informations concernant les activités de notre administrateur durant l'année écoulée. Il relève que cette période a été plutôt calme en comparaison des années de pandémie. Malgré tout, M^e Treyvaud a traité des cas juridiques avec la bienveillance et le professionnalisme qu'on lui connaît. Le caissier termine ses communications en apportant les meilleures salutations de l'administrateur à tous les membres de **ch-media** et lui souhaite bon rétablissement.

Relevons qu'à l'heure où nous rédigeons ce procès-verbal, le Comité de **ch-media** a la tristesse d'apprendre que notre administrateur, M^e Paul-Arthur Treyvaud nous a quitté le 20 juin 2023. Toute notre sympathie va à sa famille et à ses proches.



5. Rapport du caissier, comptes 2022



Le caissier Jean-Hugues Schulé

Le caissier Jean-Hugues Schulé présente les comptes 2022. Il relève que les comptes d'exploitation de l'année 2022 bouclent avec un bénéfice de CHF 967.86

6. Rapport des vérificateurs des comptes

Dans un premier temps, le rapporteur Roger Juillerat présente le rapport des vérificateurs. Les vérifications d'usage ont été faites le lundi 5 juin 2023 avec Patrick Wurlod, second vérificateur, en présence du caissier à Yverdon-les-Bains. Le rapporteur explique avoir contrôlé différentes pièces comptables et confirment l'exactitude des montants relevés et l'existence des actifs au 31.12.2022.



Les membres présents du comité avec, de gauche à droite, Rémy Gilliard, Jean-Hugues Schulé, Boris Engelson (responsable de la Commission éthique), José Bessard, Gil Egger, Jonas Follonier et Francesco Di Franco. Philippe Jung se trouvant derrière l'objectif. © www.photos-people.ch



Puis, le rapporteur donne lecture du rapport de l'organe de révision de la fiduciaire Michel von Arx. Il relève entre autres, que pour l'exercice 2022, les rentrées de cotisations se sont stabilisées.

Basées sur ces considérations, la fiduciaire ainsi que les vérificateurs des comptes recommandent à l'assemblée d'accepter les comptes 2022 tels que présentés en donnant décharge au caissier ainsi qu'au Comité et de libérer les vérificateurs de leur mandat.

graphique des moyens de communication de l'association. Cela va d'une refonte du site internet, du journal et de la carte de presse, mais également à la création de nouveaux moyens de communication incluant différents réseaux sociaux.

8. Discussion et approbation des rapports

Le président soumet les différents rapports pour approbation. Ils sont tous approuvés à l'unanimité avec remerciements à leurs auteurs.

9. Présentation des nouveaux membres de ch-media

Deux nouveaux membres se présentent, M. Frei Max, stagiaire, candidat au RP et M. Mathis Châtillon, rédacteur en chef.

10. Propositions individuelles et divers

r.a.s

Le président Gil Egger remercie chacun pour leur participation, lève l'assemblée à 19h35 et invite les membres à partager un repas au restaurant de l'hôtel Alpha-Palmiers.

Francesco Di Franco
Secrétaire général

7. Rapport des commissions

Commission éthique

Un résumé du rapport prononcé par le représentant de la Commission éthique, Boris Engelson est publié en page 8.

Commission du journal

Le secrétaire informe que la commission, composée que par lui-même, a décidé d'y adjoindre Jonas Follonier. Tous deux s'attendent à une révision

EN BREF

Le Temps

Réduction des coûts, la direction maintenant son offre éditoriale

En 2023, la presse et les médias connaissent une année publicitaire difficile. Le Temps n'échappe pas à cette tendance. Pour faire face à cette situation, l'entreprise a décidé d'un plan de mesures ayant pour objectif de baisser les charges fixes de 5%, soit près de CHF 1,5 million. Les priorités dans l'établissement de ce plan sont de limiter au maximum l'impact sur l'emploi et de préserver son offre aux lecteurs. Les mesures portent sur tous les secteurs de l'entreprise, dans tous les

domaines. Cette approche globale, ainsi qu'un appel à la réduction volontaire du taux de travail, a permis de limiter à trois le nombre de suppressions de postes par licenciements.

Le plan LPP de l'entreprise est revu pour être adapté à la situation de l'entreprise, avec une baisse modérée des cotisations et des prestations.

comm.

Les défis du journalisme prennent un tour nouveau

Résumé du rapport du président sur le thème d'actualité. Les défis actuels des journalistes professionnels: entre pénurie d'emplois, vérification des informations et lutte contre les fake news. Le président livra le texte suivant (extraits):

«Avec la diminution du nombre de journaux et la montée en puissance des médias numériques, la recherche d'emplois dans ce domaine est devenue de plus en plus difficile. En outre, l'expansion des fake news représente une menace pour la crédibilité des médias et nécessite des efforts supplémentaires de la part des journalistes pour vérifier les informations et fournir un contenu fiable et précis.

De nombreux journaux traditionnels ont fermé leurs portes ou réduit leurs effectifs en raison de difficultés financières. Cette situation a conduit à une pénurie d'emplois pour les professionnels, qui doivent désormais faire face à une concurrence féroce sur un marché de l'emploi de plus en plus restreint. Les jeunes journalistes, en particulier, peuvent trouver difficile d'entrer dans la profession et de trouver des opportunités stables pour développer leur carrière.

Dans un monde où les informations circulent à une vitesse fulgurante grâce aux médias sociaux et aux sites web, la vérification des informations est devenue une tâche ardue pour les journalistes professionnels. L'avènement des médias numériques impose aux journalistes professionnels de développer de nouvelles compétences pour s'adapter à un environnement en constante évolution. Il est essentiel de soutenir le journalisme de qualité et d'encourager le développement de nouvelles stratégies pour relever ces défis. En investissant dans la formation des journalistes et en promouvant la coopération entre les médias et les plateformes en ligne, nous pouvons aider à garantir un avenir durable pour le journalisme professionnel et la diffusion d'informations précises et équilibrées.»

Ce texte a été créé par une intelligence artificielle, ChatGPT. Si les affirmations qu'il contient sont justes, elles sont surtout évidentes. Il est inté-

ressant de lire, à la fin, que nous pouvons garantir un avenir durable au journalisme professionnel. Qui est ce «nous»? Les robots vont-ils nous venir en aide? Peut-être bien que oui. Tout progrès, dans l'histoire de l'humanité, a suscité des craintes. Le président a rappelé celle de la prolifération des armes atomiques, avec en point d'orgue la crise de Cuba, qui aurait pu enclencher l'enfer nucléaire. Autre inquiétude, la mécanisation. Les machines allaient remplacer les hommes, partout. Ce fut le cas. Nous en avons bien profité! Le journalisme est-il menacé? Ce n'est malheureusement pas nouveau. Il n'a pas fallu attendre cette mode IA pour que cela arrive. Cela est dû à la perte du caractère de référence des journaux, de la radio et de la télévision. Les habitués du web ont rapidement migré sur des téléphones intelligents plus performants que nos anciens ordinateurs de bureau. Et les réseaux sociaux sont très attractifs, souvent distrayants. Sont-ils fiables pour ce qui concerne l'information? Dans bien des cas, bien sûr que non. Le constat, en écoutant les conversations, est que la compréhension des faits constitue une matière très mouvante, malléable. Et que malheureusement, peu de lecteurs, auditeurs et téléspectateurs prennent la peine de se renseigner à plusieurs sources. Une précaution que les journalistes sont censés prendre. À cela s'ajoute la confiance de plus en plus limitée dans les autorités. Elles aussi jouent le jeu de l'immédiateté, s'expriment à tout va et souvent dans tous les sens. N'en voulons pas au public, qui a ses filtres.

Quels seront les médias du futur?

Le président a souligné que le journalisme est menacé parce qu'il ne reste que peu de filières. Des journaux vont encore disparaître. La télévi-



Patrice Rossel



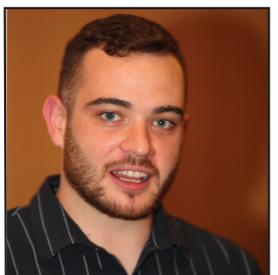
Mathis Châillon



Maurizi Di Donato



René Cusin



Max Frei



Bertrand Dumas



Cecilia Zsok Dumas



Valérie Durussel



Olivier Delapierre et Gérard Bucher

© www.photos-people.ch



Les membres présents attentifs à la lecture du rapporteur des vérificateurs des comptes.

© www.photos-people.ch

sion gagne de quoi vivre avec le divertissement. L'info, c'est un centre de charge, de même pour la radio. Et devant des avalanches plus ou moins orientées, Covid, réchauffement climatique et autres, là où les médias traditionnels ne suivent plus, d'autres canaux se réveillent. Aussi incroyable que cela soit, il reste encore le bon vieux livre. Et un autre média qui nous ramène à l'Antiquité: le contact direct. La conférence, par exemple, comme Socrate, qui n'écrivait pas. Une suite de conférences devient un cours, le support de cours un livre et pourquoi cela ne constituerait-il pas le média de référence de l'avenir? Ne sous-estimons pas le besoin de comprendre. Ne sous-estimons pas non plus le désir de clarté, de mise en lumière de l'actualité. Voyez le journal de notre confrère Jonas Follonier, le *Regard Libre*: il expose des débats, souffre la contradiction. Bien sûr, pour le moment, ce sont des bénévoles qui l'animent. Ses quelques centaines d'abonnés progressent. Cela reste un bon moyen, pour le lecteur comme pour ceux qui font le journal, de trouver une base de confiance. Tant pis pour la masse, tant pis si les tirages de 100 000 exemplaires n'existent plus. Au moins, nous avons la chance d'avoir quelques îlots sur lesquels nous forger une opinion.

Un métier exigeant

Certes, notre association a perdu une partie de ses membres ces dernières années. Ceux qui restent, ceux qui viennent, car il y en a, cherchent à se rassembler autour de leur credo. Tant que ce besoin se manifestera, notre existence sera pertinente. Et nous contribuerons à la recherche de solutions pour une formation étendue, nous donnerons notre point de vue lorsqu'il s'agit de défendre les journalistes dans l'exercice de leur profession. L'OFCOM a élaboré un plan pour cela. Il n'apporte pas grand-chose de neuf, l'arsenal législatif est déjà en place, encore faut-il l'actionner quand c'est nécessaire.

Désormais, le journaliste est seul. Cela nous conforte dans l'idée qu'une association est une bonne chose et que la formation a de l'importance. Les changements fondamentaux que nous observons vont rendre le métier plus exigeant, plus varié aussi. Regardons l'avenir avec curiosité et gardons confiance dans ceux qui se lancent. Ils auront les moyens de cette époque, qui sont à l'évidence de plus en plus nombreux.

Gil Egger,
Président

EN BREF

Nyon - La Côte

La Ville dépensera pour CHF 145 000 d'annonces

La Municipalité de Nyon augmentera de 45% son soutien au quotidien *La Côte*. Elle fera passer cette aide de CHF 100 000 à CHF 145 000 en 2024. Elle maintient par ailleurs son financement à la chaîne de télévision locale NRTV à hauteur de CHF 260 000.

Les autorités justifient la hausse par la passe difficile que traverse le journal basé à Nyon, à l'image de l'ensemble du secteur de la presse écrite. La Municipalité évoque une situation financière «qui s'est nettement dégradée depuis l'exercice 2021, malgré les audiences en nette progression». L'aide prend la forme d'annonces dans les pages du quotidien sur le site internet du journal pour promouvoir les actions et événements organisés par la Ville.

Des contenus communs

Une enveloppe supplémentaire de CHF 20 000 est encore destinée à des contenus communs entre le quotidien et NRTV. Entre 2021

et 2023, la série «Dans les yeux de...» a permis de mettre en lumière une dizaine de personnalités régionales. La chaîne de télévision locale compte en grande partie sur des subventions des communes et de Région de Nyon pour financer ses programmes. Le chef-lieu maintiendra son aide à hauteur de CHF 260 000. Gland lui octroie CHF 140 000, et les autres communes du district CHF 300 000. Les revenus commerciaux du média ont atteint CHF 133 000 en 2022.

La Municipalité avoue être satisfaite de sa politique d'aide à la presse, mais ne cache pas son inquiétude pour les médias. Elle estime que le Canton pourrait faire aussi sa part. «Il est important de pouvoir compter sur une presse avec des journalistes formés, qui a une approche objective et documentée par rapport aux affirmations émotionnelles sur les réseaux sociaux», note Daniel Rossellat, syndic.

24 heures
Raphaël Ebinger

A quoi bon une éthique des médias?

A quoi bon une éthique des médias? Dans une société à l'ancienne où règne «le glaive et le goupillon», comme on aime bien décrire le passé de violence et de censure et/ou des dictatures exotiques, pas à grand chose... sinon d'espoir et de bannière. Dans une société moderne, soumise aux droits du peuple et basée sur le savoir en marche, l'éthique des médias a deux rôles cruciaux: lutter pour la vérité, et assurer l'accès au savoir. Pourquoi donc une société qui est déjà celle du «peuple roi» et des «hautes écoles» a-t-elle besoin en sus d'éthique des médias et de ses éthiciens? Garder le peuple du mensonge et de l'ignorance est-il plus facile à dire qu'à faire, même quand tous sont d'accord de bonne foi sur les buts? Foin de théorie, rappelons quelques anecdotes (en noir et blanc, c'est moins cher):

Le journal le plus menteur de l'histoire s'appelait *La Vérité*, en toute innocence. L'hebdomadaire culte des journalistes d'enquête – le Canard Enchaîné – a été collabo sous l'Occupation. Et même le fameux «Prix Pulitzer» porte le nom d'un homme de presse qui a aussi cédé parfois à l'intox. Enfin, le héros et héraut de la liberté d'expression n'a jamais osé toucher à la «question» Robert Ménard. De quoi mettre quatre bé-mols aux labels de «quality media» dont se prévalent ceux qui singent le monde académique et que lit l'élite savante. Au point que les médias au «parler vrai» sont – à l'inverse de ceux d'en-haut, qui disent tant de choses vraies, ceux d'en bas au style populiste, même Giuliano da Empoli le dit. En fin de compte, qui dit vrai? d'erreur à mensonge, il n'y a qu'un pas pour le lecteur (ou l'auditeur), mais une lieue pour l'auteur. Voilà pour la défense de «la vérité» par des gens qui – en effet – croyaient ou voulaient bien faire... passons à «l'accès».

Ils veillent à la survie de «mass média» de haut vol

Dans notre République, l'instruction publique et +- gratuite prend les gens au berceau et reste obligatoire jusqu'à 18 ans... et elle se prolonge de fait jusqu'à 25 ans au moins. Les médias sont «libres», et les pouvoirs publics veillent – par toutes sortes de garanties – à la survie de «mass média» de haut vol. De plus, tout livre se trouve – sous une forme ou une autre et dans la mesure du possible - en bibliothèque publique. Les médias en ligne ont même fait de la pléthore le nouveau problème qui démode celui de la censure ou de la rareté. Alors, que manque-t-il encore qui agite tant les éthiciens médiatiques? A moins qu'ils soient eux-mêmes la source de ce qui cloche encore. L'accès du peuple au «savoir» et à «l'information», cela veut d'abord dire «non à la censure»... or les éthiciens des médias les plus «progressistes» sont les premiers à réclamer une censure sur les «médias sociaux»... et pas toujours à tort. Surtout, que veut dire libre accès de tous face au milliard de «réponses» que donne chaque mot clef en ligne? Bref, les problèmes éthiques, dès qu'on veut les prendre à bras le corps, ne font que se déplacer: que peut-on censurer en ligne «pour une juste cause»... quel moteur de recherche donnera au public l'information la plus objective et synthétique. On a cru que des sources comme Wikipedia offraient un modèle... mais on est en train de déchanter.

Mince, on est reparti pour les sables mouvants de la théorie, alors revenons à de l'anecdotique grâce à... la carte du monde de Reporters sans frontières qui fit la une du bulletin de notre association sorti pour l'assemblée générale. Des couleurs y montraient d'emblée les États modèles et les États voyous (d'un point de vue de liberté des médias).

Un des bons élèves est la Lettonie; mais qui, hors de ce pays, sait qu'une part de la population n'a pas la citoyenneté... n'a plus de nationalité:

gens venus au fil des générations d'autres régions de l'Empire Russe ou de l'Union Soviétique, et que les Lettons tiennent à l'écart, surtout s'ils ne parlent que le russe (des efforts sont toutefois faits en cheville avec Bruxelles pour les intégrer)?

A l'inverse, mauvais élève, la Hongrie; mais s'il est facile au parti au pouvoir de faire de l'intox sur des infos venant de loin, quand il s'agit de sujets que le petit



Boris Engelson, responsable de la Commission éthique.

peuple connaît mieux que les hommes/femmes politiques ou médiatiques – comme le niveau de vie -, la censure et le contrôle des médias ne trompent que ceux qui veulent l'être. Et le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Inde, voire l'Italie... si le peuple y vote «mal», est-ce juste la faute aux médias «biaisés» et «captifs»? Pourquoi donc le peuple italien ou français ne paient-ils plus le montant «d'une tasse de café» pour donner sa chance à la «bonne» presse comme jadis *L'Huma* ou *L'Unita*?

Ce qui est bon pour les journalistes...

Et si le grand problème de l'éthique médiatique était celui dont on parle le moins, car là, les journalistes sont juges et parties: le corporatisme? Ce qui est bon pour les journalistes est-il toujours bon pour l'information? Et pour combler le fossé, les éditeurs font-ils partie de la solution ou du problème? Questions qui ont pris un tour aigu ces dernières années, avec la campagne sur Billag: le média public par excellence, est-ce la Radio-télé ou l'Internet? Et l'appel des journalistes au soutien étatique pour conjurer la «désintermédiation» que l'internet a causé dans tant de métiers (banque, voyage, rédactions) est-il «d'intérêt public» ou de «solidarité clanique»?

On va conclure avec deux anecdotes encore, qui mettront en évidence non pas les «non dits», à savoir ces «fake news» par omission dont les érudits sont la source constante à leur insu... un peu comme dans les conflits familiaux, chacun dit faux sans s'en rendre compte tout en étant au fait (c'est le thème de maint de mes articles dans une rubrique «Hors Champ»); mais deux anecdotes qui montrent comment même sans mensonge, sans biais, sans motif... on peut colporter des «fake news». On brandit souvent le nom de Toussaint L'Ouverture comme un symbole de la lutte contre le colonialisme et l'esclavage. La dernière fois, je suis allé lire sa biographie: il fut lui-même propriétaire d'esclaves. Cas encore plus subtil: la diva des planches du début du XIX^e siècle en France – Rachel Félix – naquit en Suisse, à Mumpf... raison pour jeter aussi un coup d'œil à sa bio lors d'un voyage outre Sarine. On y lit que Rachel était fille de colporteurs juifs... ce qui n'étonne pas trop dans le monde de l'art. Mais Sarah Bernhard, la diva de la seconde moitié du XIX^e siècle, se disait aussi «Juive hollandaise»... ce qui semble faux: c'était pour s'identifier à Rachel que Sarah le professait, assure un auteur qui ajoute «tout le monde est tombé dans le panneau». A vrai dire, peu importe – hormis

pour un sociologue – que Sarah Bernhard fût israélite, catholique ou bouddhiste. Mais on voit là combien même des érudits – dans la presse comme à l’uni – peuvent passer des «fake news» sans le savoir.

Et, pour conclure «pour de vrai», une ultime anecdote: le (récent) film américain «The Whale» a pour héros un prof de journalisme et communication; un obèse qui se sait en fin de vie, qui se cache à l’écran, mais qui met ses étudiants en garde: «Bientôt, vous aurez d’autres profs que moi... qui feront de vous des gens sans cesse plus savants et neutres, mais toujours moins sincères». Opposer connaissance et objectivité, d’une part,

et sincérité, de l’autre, cela m’a laissé bouche et yeux bé(e)s... mais ça fait écho au «parler vrai» qui en dit plus que «des choses vraies». Et si on revient au début de ce rapport, on se demande ce que éthique des médias» veut dire, dès lors qu’une enquête semble prouver qu’en Europe, les gens instruits sont les plus bornés (Mercator Forum... aussitôt démenti par *Libération*).

Boris Engelson
Responsable de la
Commission éthique

Pietro Supino affiche son optimisme pour l’avenir des médias

Numérique, IA et info régionale sauveront les médias, selon Pietro Supino, patron de TX Group

«L’avenir de l’information et des journaux dans le cadre de la démocratie suisse.» Tel était le thème sur lequel Pietro Supino, l’éditeur et président du plus important groupe de médias du pays. TX Group, était invité à s’exprimer par la Fondation Moebius, à Lugano. Pietro Supino s’est dit optimiste. «La Suisse est très riche et jouit d’une tradition où la population consacre considérablement de temps et d’argent à un consommation médiatique.» En ce qui concerne le lectorat, il ne voit aucun signe de crise par rapport à l’offre. «Il y a une explosion de l’offre et bien sûr, une concurrence très grande entre médias».

Par ailleurs, la Suisse est un paradis du journalisme, estime-t-il: le pays fournit des conditions exceptionnelles pour qui travaille dans ce secteur. «Le développement en général est positif, même si nous sommes confrontés à des problèmes énormes, notamment avec la baisse du lectorat et des recettes publicitaires, l’augmentation des coûts de production et le manque d’aide indirecte à la distribution.»

Trop attendu

La priorité actuelle de Pietro Supino est de développer des concepts dans le monde digital pour compenser les pertes du côté papier. «C’est là où il faut investir du temps, de l’argent, de la créativité et de la volonté.» Son travail est beaucoup plus difficile que par le passé à cause de la concurrence excessive, relève-t-il. «C’est certes douloureux de gérer le déclin du papier: lié à une tradition. Mais ça fait encore plus mal de manquer le bateau parce qu’on a trop attendu.»

TX Group investit beaucoup dans l’intelligence artificielle qui représente des «opportunités immenses», selon le Zurichois d’adoption, notamment en permettant de libérer du temps de travail pour les éditeurs et les journalistes afin qu’ils se concentrent sur la qualité du contenu. Son groupe a envoyé des journalistes se former en génie informatique. «Nous avons créé une initiative avec le Media Technology Center de l’ETH Zurich, fondé en 2019, qui offre des opportunités fantastiques.»

L’IA préoccupe

Mais l’IA engendre d’énormes préoccupations pour les éditeurs, reconnaît-il. «Vu les possibilités de recomposer nos contenus de manière automatisée, la valeur de nos investissements peut s’évaporer en un instant»,

affirme-t-il, soulignant l’importance de créer un cadre légal pour pouvoir protéger les investissements dans la production de contenu.

La presse en papier survivra-t-elle encore longtemps? Pietro Supino l’espère et croit que la presse papier subsistera. Le public sera suffisamment important pour justifier sa survie, considère-t-il. Le problème, selon lui, est ailleurs: dans la fourniture. La typographie industrielle telle qu’on la connaît aujourd’hui n’existera plus dans dix ans. «Les machines produites et les systèmes fournis par de grandes sociétés ne seront plus sur le marché parce que ces dernières investiront dans des secteurs plus lucratifs.» Il admet ne pas encore savoir comment la question sera résolue, mais au cours de la transition, «il y aura le temps pour trouver de nouvelles solutions plus légères pour l’imprimé». S’il y a une demande, des solutions seront trouvées. «Maintenant, l’urgence et la priorité sont le développement de modèles numériques durables.»

Presse locale importante

Que les organes de presse appartiennent à toujours moins de priorités est-il problématique? Pietro Supino ne nie pas la tendance. «Mais tenant compte de l’explosion de l’offre globale, c’est davantage une solution qu’un problème.» Quand les moyens sont plus réduits, il vaut mieux investir pour concentrer les forces qu’avoir des doublons, soutient-il, ajoutant que par rapport à il y a 20 ans, les journaux d’aujourd’hui sont beaucoup plus riches et diversifiés. Dans son groupe, la pluralité d’opinions ne manque pas, affirme-t-il. «Avec l’avènement du monde digital et dans certains médias possédant un point de vue idéologique, des «bulles de perception» de la réalité se sont renforcées.»

Quant à l’information régionale – soumise à forte concurrence, notamment des réseaux sociaux –, elle demeure extrêmement importante pour la société, spécialement dans le système démocratique fédéraliste suisse. «Elle représente une opportunité car le régional est une niche, garantie d’exclusivité, et d’un point de vue commercial, cela à beaucoup de valeur. C’est un champ de développement qu’il faut redécouvrir avec de nouveaux moyens et un esprit ouvert.»

**La Liberté – Andrée-Marie
Dussault, Lugano**

Nouvelles règles européennes contre les «poursuites bâillonnées»

Les eurodéputés ont approuvé de nouvelles règles pour protéger les journalistes et militants des droits humains des «poursuites bâillonnées» visant à les intimider et à les réduire au silence. Ce vote ouvre la voie à des négociations avec les États membres.

Réunis en session plénière à Strasbourg, les parlementaires européens ont voté à une très large majorité en faveur de ce texte (498 pour, 33 contre, 105 abstentions).

La Commission européenne avait proposé en avril 2022 un projet de directive pour lutter contre ces procédures abusives, s'inquiétant de leur augmentation. Ces recours sont généralement introduits par des personnalités en position de pouvoir, dans le domaine économique ou politique, dans le but d'empêcher des révélations.

«Il s'agit d'une tendance dangereuse qui nécessite une réaction en matière législative», a souligné au cours des débats la commissaire européenne chargée de la Transparence, Vera Jourova. «Notre objectif est clair: protéger les journalistes et d'autres acteurs importants de la société civile contre les procédures judiciaires abusives».

Champ d'application à préciser

La législation européenne s'attaque, pour des raisons de compétence, aux poursuites bâillonnées en matière civile et ayant un caractère transfrontalier, notamment les cas où le plaignant et la personne ciblée sont dans deux pays différents.

La proposition de la Commission entendait donner une interprétation large de cette dimension transfrontalière, en estimant que la directive pourrait s'appliquer même quand les deux parties se trouvent dans le même État membre mais que le litige relève de l'intérêt général et

concerne aussi d'autres pays.

Mais les États membres, qui se sont prononcés en juin sur ce projet de directive, ont restreint son champ d'application en supprimant ce passage du texte portant sur la définition du caractère transfrontalier d'une affaire, estimant que cette appréciation revenait aux juridictions nationales.

A l'inverse, le Parlement européen élargit encore la définition de la dimension transfrontalière, estimant qu'elle peut s'appliquer dès que le sujet du litige est «accessible par des moyens électroniques». Il reviendra aux négociateurs du Parlement et du Conseil de tenter de se mettre d'accord sur un texte de compromis.

Effet dissuasif

La menace de poursuites coûteuses peut avoir un effet dissuasif sur les journalistes, lanceurs d'alerte, défenseurs des droits humains ou de l'environnement.

Ces procédures judiciaires abusives – connues sous l'acronyme anglais Slapp, pour «Strategic Lawsuits Against Public Participation» – ont connu une illustration dramatique avec l'assassinat en 2017 de la journaliste maltaise Daphne Caruana Galizia. Elle était visée au moment de sa mort, dans un attentat à la voiture piégée, par plus de 40 poursuites.

ats / afp

EN BREF

La Région

Votre journal La Région, tourné vers l'avenir

Vendredi 1er septembre, *La Région* a franchi une nouvelle étape, la première sans son directeur et rédacteur en chef. En effet, au printemps dernier, Tim Guillemin nous a fait savoir qu'il souhaitait réorienter sa carrière en rejoignant la rédaction sportive de Blick.

Tout en regrettant son départ, nous lui souhaitons beaucoup de succès dans sa nouvelle tâche et le remercions pour ces trois ans passés à la tête de la rédaction de notre journal. Son implication de tous les instants et ses compétences professionnelles ont permis à notre publication de se stabiliser, dans une période toujours plus compliquée, notamment pour les publications régionales.

Voilà dix-sept ans que le journal *La Région* est né et il existe toujours grâce à la fidélité de ses lectrices, lecteurs et annonceurs. Merci à vous toutes et à tous.

En ce qui concerne l'avenir de *La Région*, le conseil d'administration est en train de travailler afin de mettre en place une nouvelle orga-



nisation de la rédaction. Pour l'heure, c'est une solution interne qui a été privilégiée en attendant de trouver la personne qui assumera la rédaction en chef de notre quotidien.

Pour le reste, rien ne change: malgré l'augmentation des coûts de distribution et d'impression, le prix des annonces reste inchangé ainsi que celui des abonnements. Votre journal *La Région* avance, prêt à affronter les défis que lui réserve l'avenir, porté par la confiance que lui accordent son lectorat et l'entier du tissu économique et associatif du Nord vaudois.

Le conseil d'administration de
La Région Hebdo SA
Jeudi 31 août 2023

Le National veut un soutien étatique pour les médias électroniques

La Confédération doit soutenir les médias électroniques dans les domaines de la formation et des agences de presse. La commission compétente du National soutient une initiative parlementaire de la sénatrice Isabelle Chassot (Le Centre/FR).

Après le rejet en votation de l'aide aux médias en 2022, l'initiative parlementaire propose de renforcer la diversité médiatique par des mesures d'aide ciblées qui profitent à tous les médias électroniques, indiquent les services du Parlement dans un communiqué.

Le texte demande un soutien financier aux institutions qui proposent en permanence des formations. Il prévoit aussi que l'Office fédéral de la communication puisse soutenir financièrement, sur demande, des agences de presse comme Keystone-ATS proposant des contenus audiovisuels d'importance nationale, qui garantissent une offre équivalente en allemand, en français et en italien. Ainsi qu'un soutien à l'autorégulation de la branche, soit le Conseil suisse de la presse. La commission des télécommunications du National a pris sa décision par 13 voix contre 9. Son homologue des États va donc pouvoir élaborer un projet.

Ces demandes doivent être motivées, la distribution de dividendes est interdite pendant la période de soutien financier et la SSR peut collaborer avec des agences de presse ou détenir une participation dans celles-ci, précise le texte d'Isabelle Chassot.

Les contributions versées au titre de l'aide aux médias électroniques seraient prélevées sur le produit de la redevance de radio-télévision. La quote-part doit s'élever à 1% au plus du produit total de la redevance. Selon l'élue, la modification de loi proposée évite ainsi l'écueil d'un sou-

tien direct de l'État aux médias, principale critique des opposants aux mesures de soutien à la presse lors de la votation.

L'an dernier, le National a rejeté de justesse une initiative parlementaire similaire. Dans l'initiative d'Isabelle Chassot, le soutien aux infrastructures numériques innovantes n'est pas repris.

ats

Davantage de moyens financiers pour les diffuseurs

La commission des télécommunications s'est aussi ralliée à la décision de son homologue du Conseil des États concernant la part de la redevance radio et télévision touchée par les diffuseurs. Par 13 voix contre 6 et 3 abstentions, elle accepte de donner suite à une initiative parlementaire du conseiller aux États Philippe Bauer (PLR/NE).

Cette dernière vise à ce que les diffuseurs de programmes de radio et de télévision bénéficient de 6% à 8% du produit de la redevance de radio-télévision, et non plus de 4% à 6%, comme c'est le cas actuellement.

La commission estime que cette modification de la répartition est une étape importante pour renforcer la diversité des médias sans devoir modifier le montant de la redevance. Un projet sera élaboré.

Abonnement annuel gratuit

mobility
car sharing

Etre mobile en combinant les avantages à la fois du vélo, du bus, du train ou de la voiture, et cela sans rester lié de manière contraignante à un véhicule privé constitue une formule valable pour les membres RP de **ch-media** qui peuvent désormais profiter de l'offre spéciale car sharing de Mobility.

Les membres RP obtiennent gratuitement l'abonnement annuel Mobility d'une valeur de CHF 290.- durant la première année. Et l'année suivante, ils profitent de l'offre avantageuse d'un abonnement annuel Mobility au prix de CHF 70.-.

Avec Mobility, vous disposez de 2600 véhicules, répartis sur 1300 emplacements dans toute la Suisse. En libre service, 24 heures sur 24. L'éventail des véhicules proposés va du biplace à la camionnette. Des véhicules à louer dès CHF 2.80 de l'heure et CHF 0.52 par kilomètre (carburant, service, réparations, assurances et administration inclus).

Il suffit de s'inscrire auprès du secrétariat par téléphone au 079 230 73 19 ou par courriel à l'adresse info@ch-media.ch (en indiquant votre adresse privée et votre date de naissance).

Plus d'informations sur
Mobility: www.mobility.ch

Plaque auto et gilet de sécurité



Gilet de sécurité

Prix: CHF 25.- pièce

Même si elle ne donne pas le droit de jouer les pirates sur la route ou les squatters sur les trottoirs, la plaque auto est souvent très utile dans les grandes manifestations. Quant au gilet de sécurité, il est devenu obligatoire par ordre de police dans certaines rencontres sportives ou lors d'événements de grande envergure.

Ce matériel – réservé exclusivement aux rédactions et pour les membres RP, stagiaires et actifs non-RP – est à commander au secrétariat par courriel à l'adresse info@ch-media.ch ou SMS au numéro 079 230 73 19.



Plaque auto

Prix: CHF 10.- pièce

Admissions, radiations, décès...

... de juin 2023 à septembre 2023, le Comité a enregistré les mutations suivantes:

Admissions

Joseph CARLUCCI Lausanne, RP
Isabelle FALCONNIER Pully, RP
Aude ROBERT-TISSOT Neuchâtel, NRP

Décès

M^e Paul-Arthur TREYVAUD Yverdon-les-Bains
Administrateur de **ch-media**

Radiations

Clément DELEPINE Paris
Sopie DUERRENMATT KOLLER Delémont
Nadya KALATUR Wohlen
Luigi PICA Foligno
Martial-Frédéric RACINE Saint-Sulpice
Armanda TENAZINNA BERNARDO Genève

RP: Actif RP (BR) - STA: StagiaireNRP: Actif non-RP (ohne BR) - ASS: Associé-passif

Un conseil juridique?

Adressez-vous à nos conseillers juridiques

Prenez contact avec le secrétariat qui vous dirigera auprès
d'un des avocats conseils de l'association.

case postale 17, 1422 grandson - tél: 079 230 73 19 - courriel: info@ch-media.ch

www.ch-media.ch

LE COMITÉ, LES COMMISSIONS...

COMITÉ (BUREAU)

Président:
Gil EGGER
17, rte Buchillon, 1162 St-Prex
portable: 076 567 47 40
gil.egger@gmail.com

Vice-président
Rémy GILLIAND
route de Bussy 3
1530 Payerne
remy.gilliand@labroye.ch

Caissier:
Jean-Hugues SCHULÉ
rue de Félice 12
1400 Yverdon-les-Bains
namjhs@bluemail.ch

Secrétaire général:
Francesco DI FRANCO
case postale 17
1422 Grandson
tél: 079 230 73 19
info@ch-media.ch

+ le président de la section de la
Suisse italienne

COMITÉ (MEMBRES)

José BESSARD
Gurtenstrasse 4a
3122 Kehrsatz
josebessard@me.com

Jonas FOLLONIER
rue de l'Orée 98
2000 Neuchâtel
jonas.follonier@leregardlibre.com

Philippe JUNG
la Malcôte 15K, 2954 Asuel
phil@photos-people.ch

Michel PILET
av. du Château 29, 1008 Prilly
m.pilet@bluewin.ch

Dominique RAPPAZ
ch. en Saugy 3
1291 Commugny
domrappaz@bluewin.ch

Administrateur-conseil
M^e Laurent Gilliard
pour adresse: secrétariat général de
ch-media

SEZIONE DELLA SVIZZERA ITALIANA

Presidente onorario
Fabio PONTIGGIA

Contatto per la
Svizzera italiana e
Presidente della sezione
Giovanni GALLI
via Bernasconi 9
6833 Vacallo
prof.: 091 960 31 31
giga@ticino.com

KONTAKT FÜR DIE DEUTSCHSCHWEIZ

José BESSARD
josebessard@me.com

COMMISSIONS...

- candidatures
Rémy GILLIAND
Jean-Hugues SCHULÉ,
Dominique RAPPAZ

- Fonds de solidarité
Jean-Hugues SCHULÉ

- journal
Francesco DI FRANCO,
Jonas FOLLONIER

- Formation continue
Pierre-Henri BADEL,
Francesco DI FRANCO

- éthique professionnelle
Boris ENGELSON

Le président et le secrétaire sont
membres de toutes les commis-
sions.

Président d'honneur:
Jean-Marie REBER
ancien Chancelier d'État
Neuchâtel